

SIVOS
EPREVILLE - MANIQUERVILLE
TOURVILLE LES IFS
MAIRIE D'EPREVILLE (76400)
Tél : 02 35 29 31 62
Courriel : secretariat.sivos@epreville.fr

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICE

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Pouvoir adjudicateur

SIVOS d'Epreville-Maniquerville-Tourville les Ifs

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)

Monsieur le Président du SIVOS Epreville-Maniquerville-Tourville les Ifs

Objet de la consultation

Fourniture et livraison de repas en liaison froide
Dans les cantines des écoles d'Epreville et de Tourville les Ifs

Remise des offres

Date et heure limites de réception : Mardi 11 juin 2024 à 16 H 00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation porte sur la fourniture et la livraison de repas en liaison froide dans les cantines du regroupement scolaire : Epreville (76400) et Tourville les Ifs (76400)

Caractéristiques essentielles du marché : voir le cahier des clauses techniques particulières
Les prestations sont à réaliser pendant toutes les périodes scolaires.

Le nombre de repas est estimé à environ 25 200 pour une année scolaire pour les enfants des classes maternelles et primaires et à 288 pour une année scolaire pour les adultes.

Type de marché : Marché de services et autres services spécifiques en vertu du 3° de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Au regard du nombre d'élèves scolarisés qui peut varier, le SIVOS ne peut s'engager sur un nombre ferme de repas à réaliser. Les chiffres indiqués dans le cahier des charges sont donc donnés à titre indicatif et peuvent varier. Ces chiffres n'engagent pas contractuellement le SIVOS. Aucune réclamation du titulaire du marché ne sera acceptée pour un nombre inférieur ou supérieur de repas à fournir.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du code de la commande publique

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu avec un prestataire unique.

2-4. Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

2-5. Durée du marché

Le marché prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2024.

Le marché est conclu pour une durée d'un an (1 an) renouvelable deux fois un an par tacite reconduction , à compter du 1^{er} septembre 2024 jusqu'au 31 août 2027.

2-6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours, il court à compter de la date limite de réception des offres.

2-7 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations sont financées selon les modalités suivantes : Budget Primitif de l'exercice en cours ;

Les sommes dues au titulaire du marché sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, conformément aux règles de la comptabilité publique. Les factures seront déposées sur la plateforme CHORUS.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

La Personne Responsable du Marché se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation . Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <https://marchespublics.adm76.com>

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe N°1 (détail du coût unitaire du repas)
- L'acte d'engagement

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Pièces relatives à la candidature

- Lettre de candidature ou DC1
- Déclaration du candidat ou DC2

Ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- Si le candidat est en redressement judiciaire, il est tenu de fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et d'apporter la preuve que l'autorisation de poursuite de son activité couvre la période correspondante à la durée du présent marché.
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R 2143-3 et suivants du code de la Commande Publique
- Les renseignements ou documents démontrant les capacités professionnelles techniques et financières des candidats tels que prévus à l'article 2143-3 du code de la Commande Publique.

Pièces relatives à l'offre

- L'acte d'engagement du candidat dûment complété et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).
- Un bordereau de prix distinguant pour chaque catégorie de repas (enfants et adultes) le prix unitaire du repas (prix du repas hors taxes, taux de TVA applicable, autres taxes éventuellement applicables et prix toutes taxes comprises qu'il convient de multiplier par le nombre de repas prévus pour obtenir le montant annuel probable du marché) à dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).
- Un mémoire justifiant des dispositions que le prestataire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations notamment sur les points suivants :
 - o les références pour des prestations similaires
 - o présentation de l'entreprise (dont lieu de confection des repas, capacité de production)
 - o dispositions adoptées pour répondre aux demandes CCTP ci-joint (dont conditions de commande et livraison)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) daté et signé
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son document annexé, complété, daté et signé

ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Seuls seront examinés les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres de chaque candidat seront analysées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans le Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

A la suite de cet examen la Personne Publique pourra engager des négociations.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par la personne publique.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

| Critères d'attribution | Pondération |
|---|--------------------|
| Le prix des prestations : | 40 points |
| Les propositions de prix seront évaluées sur la base de la formule suivante : (Prix le plus bas / Prix du candidat) x 40 | |
| La provenance et la qualité des produits | 40 points |
| Conditions de commande et livraison | 20 points |

En cas de discordances constatées dans une offre, les indications portées en toutes lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, la personne publique se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

A la suite de cet examen, la PRM pourra recourir à la négociation mais se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociations.

La personne publique pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Accès libre et gratuit.

Adresse de la plateforme de dématérialisation qui servira au téléchargement du dossier de consultation, aux échanges tout au long de la procédure de passation, pour la remise des offres et l'exécution du marché public : <https://marchespublics.adm76.com>

Les candidats veilleront à communiquer une adresse mail valide et régulièrement consultée sur laquelle les notifications pourront être transmises.

Les candidats et soumissionnaires qui adressent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur dossier en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande relative à la procédure de passation du marché public doit être effectuée par voie dématérialisée 6 jours avant la date limite de réception des candidatures et des offres.

L'acheteur public s'engage à lui apporter une réponse dans les plus brefs délais.

Aucun renseignement, aucune information ne seront données oralement par respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

ARTICLE 7 : LITIGES

L'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal Administratif de Rouen

53, Avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

ARTICLE 8 : TRAITEMENT DES INFORMATIONS CONTENANT DES DONNEES PERSONNELLES

Le Président du SIVOS d'Epreville-Maniquerville-Tourville les Ifs sis à Espace Maurice Durand 76400 EPREVILLE a désigné l'Adico sis à Beauvais (60000), 5 rue Jean Monnet en qualité de délégué à la protection des données.

Les informations recueillies lors de la procédure de passation font l'objet de traitements informatiques qui contiennent les données personnelles suivantes : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des candidats (adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopie, adresse de courrier électronique.

Le destinataire de ces données est le SIVOS Epreville-Maniquerville-Tourville les Ifs) chargé de suivre les procédures des marchés (le président du SIVOS et la secrétaire) et de prendre la décision d'attribution du marché (le président du SIVOS et les membres du conseil syndical).

Conformément aux articles 15 à 22 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité des données vous concernant.

Pour exercer ces droits, nous vous invitons à contacter le SIVOS d'Epreville-Maniquerville-Tourville les Ifs à secretariat.sivos@epreville.fr / Espace Maurice Durand 76400 EPREVILLE. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne ou par voie postale à la CNIL